

Accord collectif

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE
DES SALARIÉS NON CADRES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Dordogne)
(4 décembre 2009)**

(Etendu par arrêté du 15 novembre 2010,
Journal officiel du 25 novembre 2010)

AVENANT N° 1 DU 5 DÉCEMBRE 2013

NOR : AGRS1497025M

PRÉAMBULE

Dans le cadre du suivi des comptes de résultats du régime conventionnel assuré par Agri-Prévoyance, il a été constaté un déséquilibre technique.

Conscients du fait que ces résultats sont de nature à affecter durablement la pérennité du régime, les partenaires sociaux se sont accordés afin de prendre les mesures nécessaires de retour à son équilibre.

Article 1^{er}

Précision terminologique

Dans le titre et le contenu de l'accord, les mots « salariés non cadres » sont remplacés par les mots « salariés non cadres ne relevant pas de la convention collective du 2 avril 1952 et ne relevant pas de la caisse de retraite complémentaire cadres en application des décisions de l'AGIRC ».

Article 2

Evolution des cotisations

Les dispositions de l'article 7.1 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les cotisations servant au financement des garanties définies dans le présent accord sont assises sur les rémunérations brutes limitées à 4 fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale.

Leur versement relève de la responsabilité des entreprises visées à l'article 1^{er} ci-dessus.

Les cotisations sont appelées pour les salariés justifiant de l'ancienneté précisée à l'article 3 ci-dessus et sont prises en charge par l'entreprise et les salariés dans les conditions suivantes :

(En pourcentage.)

	CONDITION d'ancienneté	TAUX de cotisation	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Incapacité temporaire	9 mois (art. 3)			
Incapacité temporaire de travail		0,425		0,425

	CONDITION d'ancienneté	TAUX de cotisation	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Incapacité permanente	9 mois (art. 3)			
Incapacité permanente d'origine professionnelle AT et MP avec incapacité > 2/3		0,061	0,036	0,025
Incapacité permanente suite maladie et accident vie privée, catégories 2 et 3		0,244		0,244
Décès	Sans condition d'ancienneté	0,286	0,212	0,074
Maintien du salaire en application de l'article L. 1226-1 du code du travail (loi de mensualisation)		0,515	0,515	
Assurance des charges sociales patronales		0,190	0,190	
Total		1,721	0,953	0,768

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global d'appel des cotisations, comprenant l'assurance du versement des cotisations sociales dues par l'employeur sur les indemnités journalières complémentaires et l'assurance du versement du maintien de salaire, destinées au financement des garanties définies à l'article 5, est ainsi fixé : au premier jour pour la garantie décès et après 9 mois d'ancienneté dans l'entreprise pour les autres garanties : 1,721 % tranches A et B.

Ce taux global est réparti comme suit :

- 55,375 % financés par l'employeur, soit 0,953 % ;
- 44,625 % financés par le salarié, soit 0,768 %.

Incapacité temporaire :

Les employeurs prennent uniquement à leur charge la part obligatoire légale (loi de mensualisation) de la garantie incapacité temporaire, soit 0,515 %, la part conventionnelle de cette garantie en relais mensualisation étant intégralement prise en charge par les salariés au taux de 0,425 %.

Les employeurs versent également une cotisation de 0,190 % exclusivement à leur charge et destinée au financement de l'assurance des charges sociales patronales.

Incapacité permanente :

Les employeurs participent uniquement à la garantie incapacité permanente de travail d'origine professionnelle AT et MP, au taux de 0,036 %. Les salariés prennent totalement à leur charge la garantie incapacité permanente de travail d'origine privée, catégories 2 et 3, au taux de 0,244 %.

Les cotisations sont collectées par la MSA pour le compte de l'organisme assureur selon les modalités définies entre celui-ci et la MSA.

Les cotisations à la charge du salarié sont déduites par l'employeur sur le bulletin de salaire sous une rubrique « Prévoyance » distincte des cotisations sociales obligatoires. »

Article 3

Prise en compte du recul de l'âge de départ à la retraite

La loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites a introduit des dispositions visant à relever, de manière progressive, l'âge de départ à la retraite.

Afin de prendre en compte les impacts de cette mesure sur le régime de prévoyance, il est inséré un article 7.2 *bis* ainsi rédigé :

« Article 7.2 *bis*

Prise en compte du recul de l'âge de départ à la retraite

Afin de prendre en compte les effets de la loi portant réforme des retraites sur la durée de service des prestations incapacité temporaire de travail et/ou incapacité permanente de travail, il est instauré une cotisation exceptionnelle et temporaire de 0,047 % qui s'ajoute au taux de cotisation du régime.

Cette cotisation exceptionnelle et temporaire sera répartie à hauteur de 0,023 % à la charge du salarié et de 0,024 % à la charge de l'employeur. »

Cette cotisation sera prélevée pendant une durée de 36 mois (à compter du premier jour du trimestre civil qui suit la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension de l'avenant n° 1 du 5 décembre 2013).

A l'issue de cette période, la cotisation exceptionnelle et temporaire cessera d'être appelée. »

Article 4

Date d'effet

Le présent avenant prend effet le premier jour du trimestre civil qui suit la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Article 5

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera établi en trois exemplaires pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Périgueux, le 5 décembre 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Dordogne ;
Syndicat des employeurs de main-d'œuvre de la Dordogne ;
Syndicat des horticulteurs et pépiniéristes de la Dordogne ;
Fédération départementale des coopératives d'utilisation du matériel agricole (CUMA) de la Dordogne ;
Syndicat des entrepreneurs de travaux agricoles.

Syndicats de salariés :

FGTA FO de la Dordogne ;
SNCEA CFE-CGC de la Dordogne ;
CFTC-Agri.